

Édition des cahiers de doléances/cahiers citoyens 2018-2019 pour la Charente-Maritime

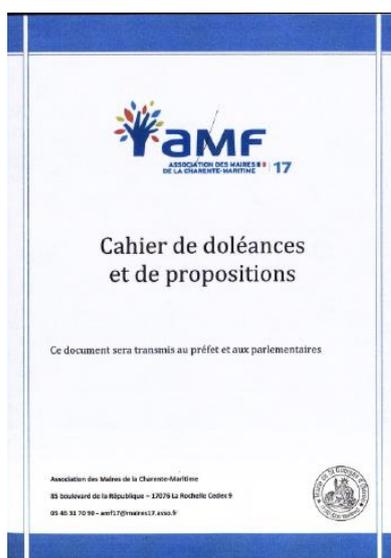
par Marie-Anne Chabin, 2024-2025

# Saint-Georges-d'Oléron

code INSEE : 17337

3 738 habitants

Communauté de communes de l'Île d'Oléron



Original aux Archives départementales de Charente-Maritime (4275W329) ; copie numérique aux Archives nationales.

Forme : cahier d'écolier grand format petits carreaux, reliure à spirale noire ; 16 pages utilisées (autres pages découpées à 3 cm de la spirale !).

Couverture AMF couleur, tampon de la commune.

Titre : « Cahier de doléances et de propositions ».

Ouvert le 8 décembre 2018. Motion de soutien à l'action dit des « Gilets jaunes » de l'AMF17 insérée.

Compte rendu des débats organisés par la mairie entre les 5 et 13 février 2019 insérés (4 pages, non retranscrites ici).

Mention « scanné le 18/2 ».

17 contributions.

Je sollicite plus de justice sociale, (S)  
que tous ceux qui gagnent de l'argent  
sur le sol français payent des  
impôts en fonction de leurs gains  
et patrimoine, par les salaires, les  
biens immobiliers, les actions  
boursières, que les sociétés escomentées  
de tous impôts sur les bénéfices, les  
grandes chaînes de magasins que les français  
subissent. Les chanteurs, les sportifs, les  
acteurs, les personnalités politique tous  
simplement tous ceux qui profitent d'être sur  
le sol français payent en fonction de leurs  
richesses. Arrêtons de donner de l'argent  
à ceux qui en ont pas besoin, et qui ne  
respecte pas les français.

## Cahier de Doléances et d'espoirs 2019

### Consultation du peuple : HALTE A LA MANIPULATION !

Nous sommes au début de la consultation et rien n'est précisé concernant la méthode d'exploitation et de décisions, à suivre.

Comment éviter que ce soit une énorme manipulation :

- Nécessité d'associer des représentants **crédibles** du Peuple : sociologues, Economistes, gilets jaunes... organismes d'opinion,
- Aucun politique ne doit y figurer,
- Retirer de toute urgence des mains de Mme Jouanno ou à une commission « bidon » dont les membres seront également indemnisés à un niveau exhorbitant et n'ayant aucune légitimité,
- Etablir le **contenu** de la consultation en **collaboration** avec les gilets jaunes,
- Annoncer, dès maintenant, comment les contenus seront exploités,
- Expliquer, dès maintenant, comment les décisions seront prises en guise de réponses...

- RÉDUCTION DRASTIQUE du nombre des parlementaires et de leurs avantages injustifiés (moyens de transport gratuit pour la famille - régime de retraite spécifique etc, etc...) et injustifiables au regard des efforts demandés aux français,

**LIBERTE- EGALITE -FRATERNITE que l'état commence par être juste et les choses iront beaucoup mieux !**

La fiscalité a beaucoup d'impact sur la personne physique, pourquoi ne pas augmenter le quotient familial, comme l'avait proposé le Sénat pour réduire un peu les impôts. A quoi sert le nouvel impôt à la source qui a dû coûter une fortune pour sa réalisation et sa mise en place. La généralisation de la mensualisation aurait sans doute été beaucoup plus simple.

Transition écologique :

10

Tout le monde est pour mais pas à marche forcée. Oui aux éco-gestes, oui à l'économie circulaire, oui aux circuits courts, oui aux énergies renouvelables, oui à l'agriculture "raisonnée", oui aux véhicules hybrides et électriques si nous savons extraire les matières (lithium, cobalt) et si nous savons assurer leur recyclage en FRANCE. L'idée des circuits courts vaut aussi dans ce cas - Nous n'avons qu'une seule planète et vivons tous dessus. Oui aux crédits d'impôts pour l'habitat mais pourquoi se sont-ils raréfiés ces derniers temps. (ex: chaudières, volants, portes, fenêtres....) Non au bio pipeau, non aux marges commerciales, non aux trottoirs non desherbés, non aux climatisations réversibles .... Non aux taxes déguisées et dissimulées (factures E.D.F, Gaz, Fioul, carburants) qui servent plus à desendetter l'état qu'à servir la cause écologique.

Règles appliquées pour l'édition des contributions

Les contributions ont été numérotées de 1 à N. La forme (manuscrite ou dactylographiée) est indiquée, ainsi que le nombre de lignes sur le cahier original et le nombre de mots de la contribution. Il est précisé, quand l'information existe, si l'auteur est une femme, un homme ou un couple.

Les noms, prénoms, adresses et numéros de téléphone ne sont pas transcrits, en référence au Règlement européen pour la protection des données personnelles (RGPD). En revanche, les données relatives à l'âge et à la profession sont reprises quand elles existent. Si la contribution est datée, la date est indiquée. Si la contribution est signée, cela est indiqué également.

Afin de faciliter la lecture des contributions, l'orthographe a été corrigée mais la syntaxe a été respectée. L'usage des majuscules et de la ponctuation a été uniformisé. Le cas échéant, quelques ajouts ou commentaires apparaissent en italique entre [ ].

**1. Dactylographié (1 page), 30 lignes, 400 mots (collectif)**

**Sujet :** CAHIER DE DOLÉANCES - Mairie de Saint-Georges-d'Oléron

**De :** Collectif des Petits Patrons et Artisans [collectif.tpe@gmail.com](mailto:collectif.tpe@gmail.com)

**Date :** 08/12/2018 à 16:23

**Pour :** [mairie@saint-georges-oleron.fr](mailto:mairie@saint-georges-oleron.fr)

Saint-Georges-d'Oléron, le 8 décembre 2018

Objet : Cahier de doléances de la mairie de Saint-Georges-d'Oléron

**Collectif des Petits Patrons et Artisans – Antenne Saint-Georges-d'Oléron**

**Relais local du Collectif des Petits Patrons et Artisans, nous remercions la municipalité en général et le maire en particulier de prendre le temps de relayer les revendications des citoyens. Vous êtes une courroie de transmission essentielle entre les administrés et l'exécutif, parfois devenu sourd à notre bon sens "paysan".**

Les Petits Patrons et Artisans sont des gens simples, travailleurs, entrepreneurs en bâtiment, chauffagistes, plombiers, peintres, électriciens, vitriers, artisans, agriculteurs, commerçants, distributeurs, transporteurs, ambulanciers, consultants, restaurateurs, petits industriels, sociétés de services informatiques, développeurs web, entreprises digitales, attachés de presse, sociétés de communication, entreprises de nettoyage, de logistique, de stockage, de déménagement, paysagistes, sociétés de jardinage... Les petites entreprises sont donc présentes partout en France, notamment à Saint-Georges-d'Oléron et dans ses alentours.

Nos TPE sont plus de 3 500 000 en France, et c'est forcément par nos petites entreprises que sera résolue la question dramatique du chômage. Imaginez que chacun d'entre nous n'embauche ne serait-ce qu'une personne supplémentaire.

À notre petite échelle, nous prenons des risques tout au long de notre carrière : risque d'entreprendre, de nous endetter, de stocker, d'embaucher, et de faire face à toutes les contraintes administratives et comptables.

En janvier 2013, **le ministre Jérôme Cahuzac a instauré une taxe insupportable, insoutenable pour les millions de gérants majoritaires de SARL que nous sommes : la soumission de nos (modestes) dividendes aux cotisations sociales !** Le pire, c'est que cela ne concerne QUE les entrepreneurs indépendants, pas les plus riches (Sociétés anonymes, SAS...).

Ainsi, après avoir payé nos charges, nos salaires, quand il nous reste un résultat, nous payons 33 % d'impôt sur les sociétés, puis l'impôt sur le revenu (selon la tranche)... et depuis 5 ans la taxe Cahuzac, soit 42 % ! Faites le calcul ! Nous sommes ainsi moins taxés en investissant à la bourse ou dans une "start-up" que dans notre propre entreprise. Le dividende rémunère un risque, au nom de quoi est-il soumis à des cotisations sociales ? **Cette aberration économique étouffe littéralement les TPE, poumon économique de nos territoires.**

**NOTRE REVENDICATION**

**À INSCRIRE AU CAHIER DE DOLÉANCES DE Mairie de Saint-Georges-d'Oléron est donc la suppression, à compter du 01/01/2019, de la TAXE CAHUZAC confiscatoire, qui soumet les dividendes des SARL à gérant majoritaire aux cotisations sociales.**

**Merci à la mairie de Saint-Georges-d'Oléron et à toutes ses équipes.**

---

**2. Manuscrit, 11 lignes, 83 mots**

- Baisse des taxes / impôts / loyers.
- Baisse de la TVA sur tout l'alimentaire.
- Baisse de toutes les rentes, salaires, privilèges et retraite actuelle et future des élus et hauts fonctionnaires d'État.
- Moins de députés / sénateurs / hauts fonctionnaires.
- Remise à plat de la justice à deux vitesses (riches / pauvres).
- Récupérer l'évasion fiscale, ISF.
- Plafonner les richesses.
- Que tous les riches payent des impôts.
- Arrêter l'immigration pour résorber le chômage et l'insécurité.

[Signature]

---

**3. Manuscrit, 7 lignes, 37 mots (femme)**

Baisse des taxes, impôts, EDF.

Récupérer ISF.

Que les riches paient des impôts.

Baisser les loyers.

Augmenter les retraites.

Augmenter les salaires.

Réduire le train de vie des députés, ministres, sénateurs.

Monsieur Macron, respecter tous les gens.

Mme [Signature]

---

**4. Manuscrit, 25 lignes, 206 mots (femme)**

Issue d'un milieu ouvrier, je suis élevée grâce à l'école de la République LAÏQUE où l'on m'a inculqué de vraies valeurs (dont la principale à mes yeux : LE RESPECT).

Aujourd'hui nous avons des "gouvernants" qui nous méprisent, qui ne nous RESPECTENT pas, qui sont soupçonneux à notre égard. On pourrait leur dire : « Montrez-nous l'exemple, Mmes et MM les "gouvernants". »

Par respect pour le travail, il faudrait que celui-ci soit payé à sa juste valeur. Donc augmenter les salaires de façon conséquente.

Pour redonner confiance à ceux qui sont sur le bord de la route, proposez de vraies formations professionnelles qui donnent accès à de vrais emplois correctement rémunérés.

Respecter les jeunes étudiants en leur donnant les moyens de faire des études sans être dans la précarité.

Arrêtez de faire croire que les retraités sont des nantis, des privilégiés qui n'ont pas de cœur et ne veulent pas aider leurs enfants.

Quand vous parlez des régimes spéciaux des retraites qu'il faut reformer, pourquoi n'évoquez vous pas les présidents de la République, les ministres, les sénateurs et les députés... Et j'oubliais les militaires.

L'État a donné beaucoup d'argent aux entreprises privées et ça aurait dû ruisseler sur les travailleurs. On l'attend toujours ce ruissellement.

[Signature]

---

**5. Manuscrit, 26 lignes, 158 mots (homme)**

Je sollicite plus de justice sociale, que tous ceux qui gagnent de l'argent sur le sol français payent des impôts en fonction de leurs gains et patrimoine, par les salaires, les biens immobiliers, les actions boursières, que les sociétés exonérées de tous impôts sur les bénéficiaires, les grandes chaînes de magasins que les Français subissent, les chanteurs, les sportifs, les acteurs, les personnalités politiques, tout simplement tous ceux qui profitent d'être sur le sol français payent en fonction de leur richesse. Arrêtons de donner l'argent à ceux qui en ont pas besoin, et qui ne respectent pas les Français.

Une répartition des richesses est l'exemple du respect de l'être humain.

Arrêter les privilèges des hommes politiques qui sont indécents par rapport à la société qui s'exprime actuellement (les Gilets jaunes, les fonctionnaires, les petits artisans, enfin les gens que M. MACRON ne connaît pas, soutenus par 70 % des Français).

Meilleure gestion de l'argent public.

Un retraité citoyen [Signature]

---

**6. Manuscrit, 12 lignes, 118 mots**

Ma retraite est en dessous du seuil de pauvreté et aucune aide ! Une retraite à taux plein, je devrais avoir droit au revenu minimum contributif. Je me bats depuis des années mais n'ai pas trouvé une personne compétente pour me donner la bonne réponse ! Il a été "montré" à la télé et dit, donc je pensais y avoir droit.

Que les médias arrêtent de tout exagérer sur les lieux de rassemblement.

Je pense que la police n'est pas toujours utile, elle bloque les gens honnêtes qui défendent leurs droits.

À présent, le président doit agir et dialoguer avec le peuple qui ne demande qu'à vivre en paix.

Nous voulons tous la : Liberté, égalité, fraternité.

Signé [Signature]

---

**7. Manuscrit, 26 lignes, 199 mots**

Avant de rédiger un certain nombre de doléances, je tiens à préciser que je suis une personne républicaine, élevée dans l'esprit de la République, et que j'ai grandi dans l'école de la République. On m'a appris le sens du respect, du partage, de la liberté, de la solidarité, de la non-violence, de l'ouverture sur le monde... Monsieur Macron n'a certainement pas fréquenté la même école que moi.

Doléances :

- Interdiction immédiate et définitive de l'utilisation des flashballs et grenades de désencerclement. C'est une honte de mutiler des gens qui manifestent.
- Retour de l'ISF (sans en changer les règles).
- Instauration d'un salaire maximal.
- Suppression de la CSG pour les retraités ;
- Retraite à 60 ans, ne pas toucher aux pensions de réversion.
- Indexation des retraites sur le coût de la vie.
- Retour des capitaux placés dans les paradis fiscaux.
- Augmentation conséquente du SMIC.
- Les services publics ne sont pas voués à être rentables. Ils doivent fonctionner sur le territoire entier.
- Investir pour sauver les services de santé, l'éducation, les transports collectifs, les routes.
- Privilégier les modèles agricoles biologiques et les énergies durables (enterrer l'énergie nucléaire).
- Donner des moyens au développement et à l'accès à la culture et à la création.

[Signature]

---

**8. Manuscrit, 16 lignes, 135 mots**

RÉFORME OU SUPPRESSION DU SÉNAT qui est une maison de retraite pour privilégiés de la politique dont les pensionnaires sont grassement rémunérés et s'élisent eux-mêmes (suffrage indirect).

- ARRÊT VÉRITABLE des cumuls de mandats ; pas de député ou sénateur adjoint au maire par exemple.
- INÉLIGIBILITÉ DÉFINITIVE de tous les élus condamnés par la justice. Comment les consorts Balkany peuvent-ils encore être en place ?
- RÉDUCTION DRASTIQUE du nombre des parlementaires et de leurs avantages injustifiés (moyens de transport gratuits pour la famille, régime de retraite spécifique, etc., etc.) et injustifiables au regard des efforts demandés aux Français.
- CONDAMNATION SYSTÉMATIQUE de tous les casseurs et tous ceux qui appellent à la haine et à la violence.
- LIMITATION D'ÂGE pour se présenter aux élections, pour favoriser le renouvellement de la classe politique (70 ans maximum par exemple).

[Signature]

---

**9. Manuscrit, 9 lignes, 53 mots**

- Baisse des taxes sur les produits de 1<sup>ère</sup> nécessité (EDF – EAU – ESSENCE).
- Revalorisation des retraites avec effet rétroactif depuis 2013.
- Mutuelle en hausse constante intolérable.
- Remise de la vitesse sur les routes à 90 km/h.
- Concertation du peuple avant de prendre des décisions.
- Aide aux personnes âgées.

Transport gratuit.

Hausse du SMIC, etc., etc.

M. [NOM Prénom]

---

**10. Manuscrit, 55 lignes, 729 mots**

Transition écologique :

Tout le monde est pour mais pas à marche forcée. Oui aux écologistes, oui à l'économie circulaire, oui aux circuits courts, oui aux énergies renouvelables, oui à l'agriculture "raisonnée", oui aux véhicules hybrides et électriques si nous savons extraire les matières (lithium, cobalt) et si nous savons assurer le recyclage en FRANCE. L'idée des circuits courts vaut aussi dans ce cas. Nous n'avons qu'une seule planète et vivons tous dessus. Oui aux crédits d'impôts pour l'habitat mais pourquoi se sont-ils raréfiés ces derniers temps (exit chaudières, volets, portes, fenêtres...). Non au bio pipeau, non aux marges commerciales, non aux trottoirs non désherbés, non aux climatisations réversibles... Non aux taxes déguisées et dissimulées (factures EDF, gaz, fioul, carburants) qui servent plus à désendetter l'État qu'à servir la cause écologique.

Organisation de l'État :

Oui au retour des députés-maires, des sénateurs-maires, seuls liens directs avec nos deux assemblées législatives. Oui à l'écoute de nos maires et à la considération qui devrait leur être témoignée par nos "élites" gouvernementales tant leurs tâches sont considérables et admirablement conduites. Non aux agences et commissions gadgets (en faire un tri draconien). Dissoudre le Conseil économique social et environnemental, lequel produit moins de textes qu'il ne procure d'avantages aux personnels recyclés des syndicats, de la politique... Oui à une médecine et à une justice de proximité. Pensez, OLÉRON, 20 000 habitants à plus d'une heure à 80 km/h des spécialistes médicaux, du premier hôpital, du premier tribunal. Non à la suppression des trésoreries, des postes... Non au tout numérique ou tout dématérialisé, nul besoin d'en rajouter après la fracture sociale actée depuis 20 ans. Un peu d'humanité ça fait du bien, non !

Fiscalité :

Oui à une fiscalité plus juste et plus lisible. Pourquoi n'avoir jamais recours à une même assiette de calcul ? Tantôt on est riche à partir de 1200 € nets, c'était le cas des retraités. Tantôt on l'est à partir de 1565 € nets, c'était le cas d'un actif en 2018. En 2019, les bases respectives ont été réévaluées à 2000 et 1737 € mais pour un couple de retraités ce n'est que 2900 € nets. La deuxième personne du couple ne vaut-elle que 900 € nets ? Est-il honteux d'être marié ? Pourquoi le concubin et la concubine, le pacsé et la pacsée sont-ils mieux traités ? C'est du simple au double ou presque, pourtant tous peuvent fonder une famille. M. MACRON nous a dit qu'il avait besoin des retraités pendant un certain temps, mais jusqu'à quand ? Appliquer une CG complémentaire de 1,7 % au nom de la solidarité intergénérationnelle entre actifs et retraités, pourquoi pas ? [Encore] faudrait-il que notre quote-part aille là où il faut. Le SMICARD à 1500 € bruts y gagne 15 €, le 3000 € bruts y gagne 30 €, le 6000 bruts y gagne 60 € ; Et moi qui en reçoit 1200 € net, je devrais trouver normal d'alimenter le 6000 € bruts ? Où est la justice ? Qu'a-t-on donné aux vrais pauvres... rien. De même, l'indexation des retraites doit se faire sur l'inflation ou sur les salaires, en aucun cas sur le bon vouloir d'un monarque. 0,3 % en 2019 d'augmentation sur une inflation de 2 %, c'est du vol. Par ailleurs, jusqu'ici la rémunération des livrets réglementés était calculée sur les bases connues, aujourd'hui c'est le fait du prince à 0,75 % pendant 3 ans. Est-ce normal ? Et que dire de la *flat tax* à 30 % appliquée aux gens aisés, voire plus sur les produits financiers ! Comment s'étonner que leur pouvoir d'achat s'envole à plus de 6 % pour 2018. Lisibilité et justice disais-je en début !

IMMIGRATION :

Quel toupet que de nous demander notre avis après avoir signé en catimini le traité de Marrakech à la fin de 2018 ! Songer qu'un secrétaire d'État a été désigné pour effectuer une telle forfaiture au nom de la FRANCE. Les bras m'en tombent, surtout quand on sait que l'article premier stipule "que l'immigration est inéluctable". Quoi qu'il en soit, force est de constater qu'aucun sondage adressé au grand public n'a été communiqué avant. Il est vrai que nos élites du gouvernement étaient à cette époque empêtrées dans l'affaire BENALLA et les Gilets jaunes. Avoir recours à des quotas, pourquoi pas, en considérant toujours que l'on ne peut accueillir toute la misère du monde.

---

**11. Dactylographié (3 pages), 77 lignes, 1091 mots**

**DOLÉANCES À L'ATTENTION DES POUVOIRS PUBLICS**

**HABITANT DE LA VILLE DE : ST-GEORGES-D'OLÉRON** (17190) (évocation de quelques idées) :

En date du 12 janvier 2019.

**Propose et souhaite que soient traités les problèmes suivants :**

J'ai beaucoup de mal à croire et comprendre l'utilité de cette consultation nationale !! Les thèmes de réflexion sont imposés, bien sûr il est toujours possible de s'en écarter... Il est aisé d'imaginer les résultats d'un système pyramidal où chaque étage modifie ou supprime les informations du précédent sachant que beaucoup de doléances seront sans fondement ou mal exprimées... surtout qu'il n'est pas très difficile de résumer ce que souhaitent « les Gilets jaunes » (sans casseurs) que j'approuve comme une majorité de Français : **AMÉLIORATION SENSIBLE DU POUVOIR D'ACHAT** et plus **D'ÉQUITÉ SOCIALE** – et j'ajouterais moins de réglementation et plus de contrôles aux frontières tout en restant européen.

Dans notre démocratie nous avons des élus qui sont présents pour s'exprimer, agir dans le bon sens et représenter la population. Le font-ils, ont-ils la compétence et l'expérience nécessaire ? Il est vrai que l'hémicycle n'est pas toujours rempli, que les ordonnances et la non-discussion sur une bonne partie des amendements des opposants laissent un peu plus de temps libre, sans compter les travaux des commissions qui analysent les textes et appellent la majorité à voter dans le même sens (au garde à vous). Quant au Sénat, à quoi sert-il ? En cas de conflit l'Assemblée nationale a toujours raison ! Heureusement cette assemblée des sages apporte son expérience et ses compétences pour compléter et modifier des textes quand ils le peuvent.

Pour satisfaire les revendications nommées ci-dessus ce n'est sans doute pas simple, vu l'endettement très important de notre pays.

Diminuons tous ces grands corps d'État :

Présidence, cabinet, Premier ministre, ministères, Assemblée nationale, Sénat, Conseil constitutionnel, Cour des comptes, haute administration de Bercy.

Combien de hauts fonctionnaires hors cadres dans tous ces grands corps d'État et ailleurs ? À quel salaire ?

Pourquoi y-a-t-il autant d'étages entre l'Élysée et les communes avec souvent des moyens dispendieux ?

À quoi servent le Conseil économique et social et les différentes commissions non dissoutes ?

La réintégration de l'ISF n'est pas une grosse économie mais un exemple pour la population. Ce n'est sans doute pas cette mesure qui va générer plus de fuite de capitaux ; c'est déjà fait, ça continue... avec beaucoup de comptes à l'étranger (grandes fortunes, grands chefs d'entreprise, sportifs, acteurs...).

Le CICE est une excellente mesure mais doit-il s'appliquer de la même façon à toutes les entreprises sans contrepartie. C'est un budget très important.

Bien qu'ayant une démographie insuffisante, pourquoi ne pas arrêter l'immigration ou la limiter ? Quelqu'un disait « nous ne pouvons pas assurer toute la misère du monde ». Des Français ne disposent même pas des moyens qui leur sont attribués et le communautarisme est trop développé dans notre pays.

Dans certains secteurs l'éducation nationale a beaucoup de difficulté à enseigner, sans compter tout ce que l'on ne sait pas (loi du silence). Pourquoi beaucoup d'élèves ne vont plus en classe jusqu'à 16 ans ?

Pourquoi la puissance médiatique est-elle si importante et n'est pas que le reflet de l'information ?

Pourquoi les journalistes disposent d'une réduction de 30 % sur leurs revenus ?

Même question sur l'importance des réseaux sociaux, qui en plus sont dangereux, et diffusent des « fakes news » intolérables.

Cette puissance médiatique aide considérablement à développer la société d'hyperconsommation dans laquelle nous sommes. Par qui est-elle dirigée ? Les grands argentiers ?

La transition écologique est indispensable mais la France n'est-elle pas un des pays qui pollue le moins ? Aurons-nous suffisamment d'énergie pour charger toutes les batteries des voitures électriques qui équiperont le monde ? On parle de remplacer dans le temps les centrales nucléaires par les éoliennes et les panneaux solaires, c'est bien ; qu'en est-il de la marée motrice ?

Pour diminuer le chômage ne pourrait-on pas aider les entreprises PME/PMI (gestion, commercial, trésorerie...) et assurer une meilleure adéquation entre l'offre et la demande de qualification par des formations en/hors entreprises très rapidement. Ce chômage endémique et professionnel est aussi, sans doute, dû à trop de facilités offertes ! Les communes pourraient s'orienter vers des travaux d'intérêt général !

Il y a des écarts de revenus **considérables** sans compter ceux qui résident à l'étranger pour une activité sur le territoire, cela ne peut que scandaliser la population.

Dixit certains responsables de la gendarmerie, nous avons une justice à plusieurs vitesses suivant les territoires. Les mêmes méfaits ne génèrent pas les mêmes sanctions. Certains délinquants sont immédiatement relâchés pour faute de place.

La fiscalité a beaucoup d'impact sur la personne physique, pourquoi ne pas augmenter le quotient familial, comme l'avait proposé le Sénat pour réduire un peu les impôts ? À quoi sert le nouvel impôt à la source qui a dû coûter une fortune pour sa réalisation et sa mise en place. La généralisation de la mensualisation aurait sans doute été beaucoup plus simple.

Depuis les années 70 le développement exorbitant des grandes surfaces a tué les petits commerces. Les propriétaires de ces derniers comptaient sur la vente des fonds de commerce pour leur retraite, encore faut-il trouver un acquéreur !!

Les automobilistes sont gavés de PV avec le développement des appareils automatiques de contrôle, le 80 km/h est ridicule pour diminuer le nombre de morts (voir calcul de l'énergie cinétique).

Les retraités : entre la CSG, la désindexation, les inégalités des régimes publics/privés/spéciaux, c'est un scandale, à quoi servent les concertations ?

Quant aux élections nationales, je suis tout à fait pour le vote obligatoire, la prise en compte des votes blancs et une dose de proportionnelle (dose faible, difficile à définir sans disposer de tous les éléments).

Pour revenir au sujet des revendications : **POUVOIR D'ACHAT** et **ÉQUITÉ SOCIALE**, les élus sont là pour trouver des solutions qui pourraient se mettre en place dans le temps. Il faut promettre dans un langage simple, audible pour tous et surtout tenir les engagements.

Quant au RIC demandé, je suis relativement sceptique !! Je ne vois pas comment un référendum – simple en soi – peut poser plusieurs questions à la fois.

Ces propositions ou plutôt ces réflexions sont loin d'être exhaustives, elles ne donnent que quelques axes de recherche.

Bon courage à tous les lecteurs pour sélectionner et remonter les informations.

NOTA : document rédigé avant d'avoir pris connaissance de la lettre du Président. Lettre parue le 13 janvier et réponse à fournir aux maires pour le 15 janvier au plus tard sur un cahier.

---

## 12. Dactylographié (4 pages, noir, rouge, jaune), 125 lignes, 1237 mots

### Cahier de doléances et d'espoirs 2019

#### Consultation du peuple : **HALTE À LA MANIPULATION !**

Nous sommes au début de la consultation et rien n'est précisé concernant la méthode d'exploitation et de décisions, à suivre.

Comment éviter que ce soit une énorme manipulation :

- Nécessité d'associer des représentants **crédibles** du peuple : sociologues, économistes, Gilets jaunes... organismes d'opinion.
- Aucun politique ne doit y figurer.
- Retirer de toute urgence des mains de Mme Jouanno ou à une commission « bidon » dont les membres seront également indemnisés à un niveau exorbitant et n'ayant aucune légitimité.
- Établir le **contenu** de la consultation en **collaboration** avec les Gilets jaunes.
- Annoncer, dès maintenant, comment les contenus seront exploités.
- Expliquer, dès maintenant, comment les décisions seront prises en guise de réponses...

#### Les réformes : **IL Y A URGENGE A STOPPER TOUTES LES RÉFORMES. ENVISAGÉES....ET VOTÉES À COUP DE 49.3**

- Toutes les réformes qui ont été faites et qui se font, le sont au **détriment des droits et acquis des citoyens** : **toujours des droits en moins, jamais en plus**.... Pourquoi ?
- **Sachons que** le programme de réformes a été esquissé en accord entre le Medef (M. Kessler) et le président Macron, avant les présidentielles : **il consiste à défaire méthodiquement et sans exception tout ce qui a été mis en place entre 1945 et 1952 par le Conseil National de la Résistance**... Place à l'ultralibéralisme... Honte à eux !
- **Honte à la loi Travail**, sous le président Hollande, téléguidée par le ministre Macron qui a contribué à anéantir les droits des salariés et les recours prud'hommaux.
- **Honte à la loi Fillon** de 2003 qui a eu pour objectif de massacrer une grande partie des droits acquis à la retraite en réduisant le coefficient de prise en compte de la masse salariale, avec des conséquences de précarité rencontrées aujourd'hui pour grande majorité des retraités, de classe moyenne.... tous des Gilets jaunes.
- Stopper la nouvelle réforme des retraites envisagée.
- Stopper la réforme de l'emploi et du chômage envisagée.
- Supprimer tout ce qui fonctionne désormais à 2 vitesses :
  - La justice à 2 vitesses.
  - La médecine à 2 vitesses.
  - L'école à 2 vitesses.

## Cahier de Saint-Georges-d'Oléron

- Les soins médicaux à 2 vitesses.
- La fiscalité injuste.
- La désertification des services de l'État en zone rurale.
- La survalorisation immobilière en zone urbaine.
- La sous-valorisation en zone rurale...

### Pouvoir d'achat : **CESSEZ L'EXPLOITATION DES SALARIÉS (TOUTES LES CLASSES LABORIEUSES) PAR LES ACTIONNAIRES ET LE GRAND CAPITAL (CAC 40)**

- SMIC à 1600 euros nets.
- Réduction des charges salariales, de manière significative.
- Diminuer la TVA à 10 % au lieu de 20 %.
- Réduire les frais bancaires au minimum.
- Favoriser « *le produire en France* », en favorisant la création de petites entreprises de 10 - 20 salariés (et inférieures à 50).
- Supprimer l'hégémonie des multinationales comme fournisseurs de la grande distribution **qui imposent leurs produits « malbouffe » et leurs marges exorbitantes.**
- Améliorer la qualité des aliments (supprimer le TOUT CHIMIQUE) mis sur le marché et baisser les coûts pour le consommateur.
- Allonger les normes DLC (souvent liées au principe de précaution et non aux risques sanitaires), qui génèrent beaucoup de mise à la poubelle non justifiée.
- **Interdire** à TOUT le réseau de grande distribution de **JETER** les produits alimentaires, mais leur permettre une seconde chance de vente à prix coûtant, à disposition des plus démunis.
- **Zéro SDF sans-abri** : tout le monde doit avoir un toit, été comme, hiver...

### Train de vie de l'État : **GROS COUP DE RABOT INDISPENSABLE !**

- Baisser de 50 à 70 % les salaires des HAUTS fonctionnaires qui perçoivent des rémunérations supérieures à 100 000 euros/an (ils bénéficient déjà de « *la prime de la garantie de l'emploi* » quelle que soit leur compétence).
- Diminuer le nombre de HAUTS fonctionnaires de 50 %.
- Supprimer les retraites « chapeau » des fonctionnaires, partant pour la retraite et notamment ceux qui s'exilent dans les DOM, tous frais payés, avec des retraites majorées sur les derniers 6 mois d'activité.
- Baisser les niveaux de salaires de tous les membres du gouvernement, afin de les rapprocher de la réalité des 10 millions de Français les plus modestes.
- Supprimer les voitures de fonction des ministres, députés, sénateurs (comme les pays nordiques, aussi membres de l'Union européenne).
- Supprimer les fonctionnaires de service auprès des ministres (cuisiniers, chauffeurs, femmes de chambres, gardiennes d'enfants...).
- Supprimer les fonctionnaires au service auprès des anciens présidents.
- Supprimer le Conseil économique et social.
- Diminuer le nombre de députés par 2.
- Diminuer le nombre de sénateurs par 4.

### Finances publiques : **DÉSENDETTEMENT DU PAYS À 70 % DU PIB, PUIS 50 ET 60 % DU PIB**

(À noter un endettement de l'Allemagne à seulement 60 % de son PIB !)

- Le président de la République, inspecteur des finances, doit conduire cette tâche **de désendettement de l'État**, sans délai... base de toute politique nationale de solidarité et de redistribution, en cas de difficultés, de crise économique et sociale (comme 2008).
- Mettre fin aux politiques d'optimisation fiscale par les multinationales.
- **Rétablir l'ISF.**
- Mise en œuvre dès maintenant, d'une politique de réduction du train de vie de l'État.

**Politique de l'EMPLOI : REMETTRE LE SALARIÉ (ET LE SYNDICAT) AU CŒUR DE L'ENTREPRISE ET NON L'ACTIONNAIRE**

- Supprimer le travail à temps partiel pour les femmes chargées de famille.
- Suppression du travail le dimanche, sinon **forte compensation** du salarié volontaire.
- Interdire toute délocalisation d'entreprise, sinon amende dissuasive.
- En cas de délocalisation d'une entreprise qui a perçu des subventions ou aides de l'État, elle doit être poursuivie et rembourser toutes les aides publiques perçues.
- Prise en compte du *burn out* des salariés du privé et de la nécessité de reconversion au cours de la vie professionnelle, avec financement.
- Mise en place des actions de bien-être au travail (crèches, salles de gym).
- Interdiction de la pression managériale sur le salarié.
- Halte au harcèlement sur les salariés.
- Mettre en place une politique de progression du salarié en cours d'emploi, comparable à ce que fut l'**ascenseur social** des années 1970.
- Halte au mépris du salarié et à la dictature de l'actionnariat.
- Permettre au salarié de pouvoir s'enrichir en travaillant...

**Politique européenne : HARMONISER LES 27 PAYS, DE TOUTE URGENCE.**

- Harmoniser les coûts du travail dans les 27 pays européens, en tirant vers les plus hauts et non les plus bas.
- Harmoniser les politiques salariales, en tirant vers le haut et non vers le bas, comme c'est le cas actuellement.
- Supprimer la concurrence entre tous les pays européens.
- Interdire le lobbying auprès des ministères nationaux, pour éviter la corruption.
- Contrôler et limiter le lobbying auprès des députés européens.
- Mettre en place une Europe sociale orientée vers les citoyens et non le capital.
- Créer une armée européenne.

**Services publics : MAINTENIR UN TISSU RURAL FORT, VIABLE ET VIVABLE.**

- Mettre FIN aux fermetures de services publics, que ce soit centres des impôts et formalités administratives, hôpitaux, ou autres structures de soins.
- Rétablir les dotations aux mairies.
- Renforcer la suprématie des maires sur l'administration.
- Rétablir la taxe d'habitation pour les plus aisés.
- Mettre fin à la numérisation à « marche forcée » des services publics.
- Réformer les EHPAD à 2/3000 euros / mois, gérés par des fonds de pension, pour des retraités à 1200 euros et des faux-semblants de prestations, qui ne sont que des mouiroirs forts coûteux.
- Supprimer la gestion de toute organisation ou entreprise par des fonds de pension (que ce soit des EHPAD ou tout autres entreprises (exemple des pompes funèbres PFG...)).

---

**13. Manuscrit, 25 lignes, 252 mots (femme)**

Bonjour,

1) Nous sommes retraités mais j'ai cotisé 46 ans et je touche 960 € par mois et mon compagnon 1008 €. Je ne paie pas d'impôt sur le revenu ni taxe d'habitation jusqu'à cette année qu'elle m'a été remise car mon compagnon était au chômage et touchait 450 € par mois, maintenant à la retraite, il a 1008 €, donc quand on parle de suppression de taxe d'habitation ce n'est pas vrai, et aussi il faudrait baisser les taxes sur les produits pétroliers car le carburant change de prix chaque jour. Aussi

la TVA sur les produits de 1<sup>ère</sup> nécessité sur la nourriture. Et surtout augmenter les petites retraites car lorsque le loyer est payé et les charges, il ne reste plus rien et je n'ai aucune aide.

2) Il faut baisser les salaires des ministres, sénateurs, députés car c'est eux qui coûtent cher à la société, surtout supprimer leurs avantages lorsqu'ils n'occupent pas leurs postes et aussi aux anciens présidents qui ont toujours les avantages.

3) Lors des manifestations de Gilets jaunes et autres, que les casseurs soient punis et que M. ou Mme tout le monde ne se prennent pas de coups alors qu'ils manifestent pacifiquement.

4) Baisser l'EDF car nous avons des difficultés pour se chauffer, même le bois est très cher. Et surtout remettre l'ISF car les quelques personnes qui la payent plus ne font rien de plus. Et surtout ne pas oublier les gens qui vivent en dessous de 1000 € par mois, salariés ou retraités.

[Signature]

---

**14. Manuscrit, 5 lignes, 45 mots (homme)**

M. [Prénom NOM] (Gilet jaune)

Réindexation des retraites en fonction de l'inflation.

Suppression de l'augmentation de la CSG pour les retraités.

Pourquoi 57 % des Français ne payent pas d'impôts ?

Quand notre système de santé est au "plus mal", pourquoi ne supprime-t-il pas l'AME et la CMU ?

[Signature]

---

**15. Dactylographié (majuscules), 22 lignes, 201 mots (homme)**

LE PROBLÈME DE LA FRANCE ACTUELLEMENT EST L'EUROPE FÉDÉRALE QUI A COMMENCÉ AVEC GISCARD D'ESTAING SUIVI DE MITTERRAND PUIS CHIRAC, SARKOZY, HOLLANDE ET ENFIN MACRON.

CE SYSTÈME POLITIQUE PROVOQUE LE SURENDETTEMENT DES CITOYENS. L'EURO N'A PAS ÉTÉ FAIT POUR LES CITOYENS D'EUROPE MAIS POUR LES MULTINATIONALES QUI NE VOULAIENT PLUS DÉPENDRE DU DOLLAR ET DE LEUR CLIENTÈLE LES ACTIONNAIRES.

DE GAULLE ÉTAIT FRANÇAIS AVANT TOUT ET CONTRE LES AMÉRICAINS. IL A ÉTÉ TRAHI PAR CHIRAC ET GISCARD D'ESTAING SANS DOUTE INSTRUMENTÉS PAR LES AMÉRICAINS (CIA) ET PAR LA FRANC-MAÇONNERIE. ON DIT QUE MICHEL ROCARD ÉTAIT L'UN DES GRANDS MAÎTRES DE LA FRANC-MAÇONNERIE.

LES GILETS JAUNES SONT LE RÉSULTAT DE CETTE TRAHISON. LA DROITE FRANÇAISE A LAISSÉ LE CHEMIN LIBRE À L'EXTRÊME-DROITE ET LES PARTIS POLITIQUES NE SONT PLUS QUE DES VESTIGES DU PASSÉ.

IL N'EST PAS BESOIN D'AUTRE DOLÉANCE. IL FAUT SORTIR DE L'EUROPE FÉDÉRALE EN ABOLISSANT LES POUVOIRS DES TECHNOCRATES DE BRUXELLES ET INSTAURER UNE EUROPE DES NATIONS QUI LAISSERAIT AUX CITOYENS LA LIBERTÉ DE CHOISIR, AVEC DES GOUVERNANTS LIBRES, DE GOUVERNER SANS AVOIR DE COMPTE À RENDRE À BRUXELLES. LE RÉFÉRENDUM D'INITIATIVE CITOYENNE ET LES RÉFORMES N'ONT AUCUNE CHANCE D'ABOUTIR ET M. MACRON LE SAIT BIEN, PAS LES FRANÇAIS.

[PRÉNOM NOM, ADRESSE]

**16. Dactylographié (3 petites pages), 35 lignes, 478 mots**

Voilà ce qui pourrait peut-être mettre fin aux manifestations qui perdurent (évidemment je suis d'accord avec ce qui suit).

> Objet : les exigences des "Gilets jaunes" (et du peuple en général) devraient se préciser comme suit ! >>

VIVE LA FRANCE... !

>>>

**Ce serait ainsi difficile de ne pas approuver !!...**

Supprimer le paiement des frais d'obsèques aux députés et sénateurs, leur femme ou enfants.

Supprimer l'aide médicale d'État -> 3 milliards an pour les réfugiés AME + ATA + CMU + RSI, etc., etc.

Diminuer drastiquement les effectifs du Sénat. Réduire le nombre de ministres et secrétaires d'État.

Supprimer le CESE (Conseil économique, social et environnemental) qui ne fait pas grand-chose si ce n'est être une planque à copains...

Réduire de plus de la moitié les députés (200 suffiraient) ainsi que les élus des collectivités territoriales et les conseillers régionaux.

Installer un pointage à l'Assemblée nationale afin que chaque député ne soit payé qu'en fonction de sa présence (pas de son travail, faut pas rêver).

Interdire réellement le cumul des mandats et le cumul des retraites.

Retraite limitée à 10 000 €, ne tenir compte que du seul dernier échelon franchi, comme les autres Français !

Pour les non-réélus (y compris les anciens présidents) supprimer protections policières, chauffeurs et autres avantages.

Et avant de "quitter le navire", interdire la distribution de postes tous azimuts aux copains pour les planquer gratuitement.

Réduire le nombre de parlementaires européens, et la masse de fonctionnaires aux responsabilités fantômes avérées et autres "conseillers" qui n'en ont que le nom sans rien faire !

Suppression de la CMU à certaines catégories.

**Stopper le versement des retraites à l'étranger sans vérifier qu'ils soient toujours vivants (!). On exige bien un certificat de vie pour les Français, il doit en être de même pour les étrangers.**

Obligation de se présenter dans les consulats et signer un registre d'attestation (problème dénoncé à maintes reprises par la Cour des comptes). Le Maghreb étant le plus grand bénéficiaire.

Suppression des retraites versées aux étrangers arrivant en France à 65 ans **sans jamais n'avoir cotisé !** (1157 €) alors que certains de nos retraités touchent 300 à 400 €.

Une ignominie, quand des Français de souche se tuent parce qu'ils n'arrivent plus à payer leurs factures après avoir cotisé pour la plupart 44 ans.

Réduction drastique du train de vie de toutes les soi-disant "élites". Leurs vies dans nos palais nous coûtent une fortune et les rendent rapidement déconnectés du réel : trains de vie insensés avec cuisine 4 étoiles, bouquets de fleurs de concours, décorations intérieures revisitées selon leurs caprices, etc., etc., etc. (**la simplicité est très bien vécue chez nos voisins**).

Toutes ces économies donneraient un sérieux coup de pouce au désendettement de la France qui vit actuellement sur un volcan et rendraient nos élus solidaires des efforts qu'ils imposent aux autres.

---

**17. Dactylographié (3 pages), 75 lignes, 906 mots (femme)**

Contente de pouvoir dire ce que j'ai sur le cœur !

Pourquoi tant de migrants alors qu'il y a plein de pauvres et de SDF en France et que cela génère encore plus de violence puisqu'ils nous détestent et veulent nous convertir de force au lieu de s'intégrer ?

Pourquoi tirer au flashball sur les Français qui se plaignent et pas sur les casseurs et les malfrats des cités ? Pourquoi être un des rares pays à utiliser des armes de guerre contre des travailleurs ?

Pourquoi interdire bientôt les diesels alors qu'on ne les détruit pas et qu'on les exporte en Afrique où ils polluent encore plus la planète car mal entretenus ?

Pourquoi ponctionner les retraites déjà non indexées sur le coût de la vie et qui, donc, baissent de plus en plus alors que la CSG devait être provisoire ?

Puisqu'on paye pour le social avec cette CSG, que ceux qui sont aidés viennent, en contrepartie, aider aussi en faisant un travail d'aide sociale.

Pourquoi payer un impôt sur l'impôt avec la CSG non déductible ?

Pourquoi, dans l'Europe, prenons-nous tous les mauvais exemples et jamais les bons pour modifier les lois et réduire le nombre de hauts fonctionnaires et de ministres comme en Allemagne ?

Pourquoi laisser construire des mosquées alors qu'on ne peut plus faire de crèches ni entretenir nos églises qui d'ailleurs ne cessent d'être vandalisées (christianophobie depuis qu'on déborde de musulmans qui eux ont leurs mosquées gardées par la police) ?

Pourquoi ne restent-ils pas chez eux pour défendre leur pays comme on l'a fait pendant nos guerres au lieu d'envoyer nos soldats se faire tuer là-bas ? On voit bien sur les bateaux qu'il n'y a que très peu de femmes et enfants et surtout des hommes jeunes qui nous font croire, de plus, qu'ils sont mineurs... à cause de cela encore plus de viols dans nos villes.

Il ne faut pas chercher pourquoi il y a une augmentation énorme de l'antisémitisme, c'est affreux ; les juifs n'ont-ils pas déjà assez été martyrisés pour qu'on ose encore taguer les portraits de Simone Veil et couper l'arbre de Ilan Halimi [*écrit Dylan Allimi*], profaner des tombes ?

Pourquoi laisser les gens se balader en burqa alors que les signes extérieurs religieux sont prohibés et que l'on veut interdire les masques dans les manifs mais pas dans la vie courante ?

Pourquoi devons-nous, à présent, tout changer dans nos vies avec ordre de se taire et par exemple laisser tuer des animaux sans étourdissement ?

Pourquoi ne fait-on pas des lois en faveur des animaux pour éviter la maltraitance abominable dont ils sont victimes et pourquoi diminuer la taxe des chasseurs qui tirent sur tout ce qui bouge, la plupart du temps bien alcoolisés, et à qui on ne devrait pas permettre de chasser les après-midis des jours non scolaires et des vacances pour pouvoir au moins promener nos enfants ?

Pourquoi autoriser les prières de rue alors qu'on prône la laïcité à tout-va ?

Pourquoi juger un cinéaste français Gérard Boyadjian pour ses films qui disent ce que même des arabes honnêtes nous annoncent et laisser des rappeurs chanter des horreurs sur la France et les Français alors qu'ils vivent sur notre sol et profitent de nous quand ils ne se « torchent » pas impunément avec le drapeau français ?

Pourquoi ne peut-on pas s'exprimer et doit-on se laisser envahir par des gens qui nous méprisent et qui ne font rien pour s'intégrer ?

Pourquoi serait-ce à nous de changer notre mode de vie et de nous écraser ?

Je souhaite la LIBERTÉ d'expression dans les deux sens et que ceux qui ne sont pas contents quittent le territoire.

Je souhaite qu'on arrête la dictature qui commence à émerger et qu'on ne reçoive pas les djihadistes qui sont partis de leur propre chef en nous crachant dessus car ils vont être relâchés rapidement et ce sera de vraies bombes vivantes pour un nouveau Bataclan.

En France il n'y en a que pour les étrangers : ils reçoivent des retraites ou des aides bien supérieures à celles des Français qui ont travaillé et cotisé toute leur vie sans avoir jamais travaillé ni cotisé. De plus, c'est nous qui nous faisons traiter de racistes, on nous interdit de dire quoi que ce soit, on ne peut pas s'exprimer alors que nous nous faisons traiter de sales Français pour un oui ou un non bien qu'on les reçoive et qu'on leur donne tout.

Pourquoi recevoir des étrangers dans des endroits où il n'y a déjà pas de logements pour les habitants, par exemple ici, à l'île d'Oléron ? Exemple : un couple de marin pêcheur dont la femme attend un bébé et qui ne parvient pas à trouver un logement, chacun habite chez ses propres parents dans des logements sociaux trop petits pour accueillir les deux jeunes et le futur bébé.

Et on s'étonne que les Gilets jaunes n'en puissent plus ! Et c'est sur eux qu'on tire ? Et le gouvernement ne fait rien pour que cela cesse !!! Et on utilise des armes de guerre contre eux qui sont français et qui travaillent sans pouvoir finir le mois ? Pourquoi pas dans les cités où la police, comme les pompiers, se font « caillasser » ou contre ceux qui brûlent des voitures ?

**LIBERTÉ- ÉGALITÉ -FRATERNITÉ, que l'État commence par être juste et les choses iront beaucoup mieux !**

*[mention dans la marge en rouge : scanné le 18/02/19]*

[FIN]